

REPONSE DE DAUPHIN TELECOM SUR LA CONSULTATION PUBLIQUE CONCERNANT LA MODIFICATION DES OBLIGATIONS IMPOSEES A FRANCE TELECOM

Dauphin Telecom a pris connaissance de la consultation publique lancée par l'ARCEP concernant le projet de décision modifiant des obligations imposées à France Télécom sur les marchés du transit commuté *inter* territoires par la décision 05-0571 du 27 septembre 2005.

Dauphin Telecom regrette au préalable que les réserves qu'elle avait exprimées dans sa réponse à la consultation publique du 10 mai 2007 sur l'analyse de la situation concurrentielle des marchés concernés ainsi que sur les modifications envisagées n'aient pas été pris en compte comme il ressort tant du communiqué du 20 juin 2007 publié sur le site de l'Autorité que du projet de décision.

Dauphin Telecom rappelle en effet qu'elle est particulièrement concernée par la présente consultation puisque, par application des critères déterminés par l'ARCEP dans sa décision 05-0571 (I.3.4.1. (a) et I.3.5 et suivants), les prestations de transit entre d'une part, Saint Barthélémy et Saint Martin et les DOM situés dans les Antilles et d'autre part, chacun de ces territoires et la métropole entrent dans le champ des prestations de transit *inter*territoires, soit les routes suivantes :

- Métropole - Saint Martin ;
- Guadeloupe - Saint Martin ;
- Martinique - Saint Martin ;
- Guyane - Saint Martin ;
- Métropole - Saint Barthélémy ;
- Guadeloupe et Saint Barthélémy ;
- Martinique - Saint Barthélémy ;
- Guyane et Saint Barthélémy.

En conséquence, la situation concurrentielle sur les marchés du transit *inter*territoire est un facteur clé pour l'activité de Dauphin Telecom sachant qu'elle est aujourd'hui le seul concurrent significatif de France Télécom pour Saint Martin et Saint Barthélémy

Or, la description effectuée par la consultation du fonctionnement concurrentiel des marchés concernés apparaît en net décalage avec la réalité constatée et endurée par Dauphin Telecom. En dépit de l'entrée en vigueur récente de la régulation du marché des capacités, la situation concurrentielle des marchés du transit *inter*territoires ne s'est pas améliorée. Aussi, au contraire de l'orientation adoptée par la consultation, Dauphin Telecom souhaiterait souligner l'importance de maintenir les obligations initialement imposées à France Télécom dans la décision 05-0571. Toute dérégulation apparaît prématurée sur les marchés concernés.

1. Nécessité de maintenir une obligation de transparence en vue de prévenir les risques de tarifications erronées

Corollaire à l'obligation de suppression de l'orientation vers les coûts, la consultation publique prévoit de supprimer l'obligation pour France Télécom de publier une offre de référence.

Pourtant, l'absence à ce jour, comme à la date d'adoption de la décision 05-0571, de réelle pression concurrentielle sur France Télécom sur les marchés concernés des DOM justifie au contraire de ne pas supprimer l'obligation de transparence qui pèse sur France Télécom. Cette obligation est en effet une garantie essentielle pour un opérateur comme Dauphin Telecom afin de lui permettre de disposer d'une visibilité minimale sur l'architecture tarifaire des offres de gros de France Télécom. Il est crucial que l'ARCEP puisse prévenir des comportements qui pourraient s'avérer très préjudiciables à l'activité d'un opérateur alternatif de taille modeste compte tenu de la très forte dépendance de Dauphin Telecom à l'égard de la politique tarifaire pratiquée par France Télécom. Il est donc indispensable que l'ARCEP puisse contrôler et prévenir a priori des risques de tarification erronée pour certaines zones des DOM.

Ainsi, si la zone de Saint Barthélemy - Saint Martin est clairement identifiée dans la dernière offre de référence d'interconnexion comme une seule et même Zone de Transit Spécifique, et devrait donc à ce titre se voir appliquer une tarification intra CAA. Pourtant, les dernières annexes tarifaires de l'offre de référence lui appliquent une tarification intra-Antilles. Une telle erreur de tarification est susceptible d'avoir un impact économique considérable pour un opérateur de taille modeste comme Dauphin Telecom si elle n'est pas corrigée a priori. Elle illustre donc la nécessité de continuer à imposer à France Télécom une obligation de transparence qui seule permet à l'ARCEP d'intervenir a priori et prévenir des situations qui pourraient s'avérer par la suite irréparables. Il convient donc de maintenir l'obligation pour France Télécom de publier une offre de référence pour les prestations de transit interterritoires.

2. Nécessité de maintenir une obligation d'orientation vers les coûts compte tenu de l'absence persistante de réelle pression concurrentielle sur France Télécom dans les DOM

2.1 Situation sur les marchés de détail

Dauphin Telecom souscrit tout à fait au constat selon lequel il existe une demande significative sur les marchés de détail entre la métropole et les Antilles. Néanmoins, les tarifs de détail restent pénalisés à des niveaux anormaux en raison des surcoûts entraînés par les tarifs de gros excessifs pratiqués sur les prestations de transit *interterritoires* et les capacités sur les différents câbles sous-marins.

Les différents acteurs dans les DOM avaient déjà souligné la part anormale prise par les liaisons sur les câbles sous-marins dans les prix de détail de l'accès haut débit aux Antilles (voir les contributions des Régions Guyane et Guadeloupe ainsi que les contributions

d'Outremer Telecom et de Mediaserv). Dauphin Telecom se tient bien entendu à disposition de l'ARCEP pour apporter des éléments sur cet aspect concernant son activité de détail.

S'agissant de la voix sur IP, cette technologie ne bénéficie dans les faits qu'à un seul segment spécifique, celui de la carte prépayée. En tout état de cause, la voix sur IP ne constitue pas à ce jour et à court-terme une technologie substituable compte tenu de la moindre qualité de services qu'elle offre par rapport au trafic commuté.

2.2 *Situation sur le marché des capacités*

Dauphin Telecom ne souscrit pas à l'analyse exposée dans la décision sur l'émergence d'une concurrence certaine sur le marché des capacités. D'abord, il convient de rappeler que la régulation de ce marché n'est entrée en vigueur qu'en début d'année 2007 puisque il aura fallu attendre février 2007 pour disposer d'une offre de services de capacités. Dauphin Telecom est directement concernée par la régulation de ce marché puisqu'elle est obligée de se fournir en prestation de Backhaul auprès de France Télécom. Ce tarif est resté stable à des niveaux significatifs et n'a jamais évolué. Dauphin Telecom note que le nouveau tarif facturé par France Télécom est dépendant du Mégabits ce qui ne manque pas d'étonner compte tenu de la nature de la prestation.

Dauphin Telecom est également concernée par la situation du câble ECFS où il apparaît selon les indications de la décision 06-0592 qu'il n'existait pas de réelle offre de gros sur ce câble. En tout état de cause, France Télécom n'est pas soumis à une obligation de reflet des coûts sur cette liaison alors pourtant qu'elle conserverait un monopole de fait pour la vente de capacités.

Si la mise en œuvre du nouveau câble exploité par « GCN/MCN » constitue une avancée positive, il est encore trop tôt pour évaluer son impact effectif sur le marché des services de capacités aux Antilles et ce d'autant plus que les opérateurs devront certainement continuer à recourir à l'achat de capacités sur ECFS à des fins de sécurisation du trafic.

Concernant enfin le câble Americas II, au vu des tarifs pratiqués sur le transit, il n'apparaît pas à Dauphin Telecom qu'une réelle pression concurrentielle existe au niveau du marché des services de capacités.

Si la mise en œuvre d'une régulation du marché des services de capacités entrée en vigueur au premier trimestre 2007, ainsi que l'exploitation du nouveau câble GCN/MCN permettent d'espérer à terme une amélioration des conditions sur le marché des services de capacités, il paraît ainsi à tous le moins prématuré de conclure que le goulot d'étranglement des infrastructures sous-marines se serait à ce jour atténué ainsi que l'indique la consultation publique.

2.3 *Situation sur les marchés du transit interterritoires*

Dauphin Telecom porte à la connaissance de l'ARCEP des éléments en vue d'illustrer son constat que la situation ne s'est guère améliorée sur les marchés du transit et ce, en dépit de la mise en œuvre de la régulation depuis la décision 05-0571.

Dauphin Telecom souhaite au préalable qu'elle a fait le choix de participer à la mise en place d'un câble permettant une liaison entre Saint Martin – Saint Barthélemy et la métropole. Ce câble est en service depuis août 2006 et a exigé des investissements importants comportant une prise de risque significative pour un opérateur comme Dauphin Telecom. En tout état de cause, Dauphin Telecom devra nécessairement recourir à des fins de sécurisation aux offres de France Télécom sur le câble ECFS.

En toute hypothèse, Dauphin Telecom n'a pu constater aucune amélioration significative sur les marchés du transit. Il n'existe à ce jour aucune pression concurrentielle tant sur les segments reliant les Antilles à la métropole que pour les segments inter DOM.

Dauphin Telecom produit en annexe confidentielle les tarifs dont elle est destinataire pour le transit entre les Antilles et la métropole qui sont restés à peu près stables les cinq dernières années.

S'agissant du trafic Intra Antilles, pour lesquels France Télécom reste en position incontournable, Dauphin Telecom constate que non seulement les tarifs facturés par France Télécom pour les liaisons Transfix n'ont pas baissé depuis 5 ans (ces tarifs sont publics et il suffit donc de se reporter aux sites de France Télécom) mais bien davantage, France Télécom vient d'annoncer l'augmentation de certains tarifs.

Dauphin Telecom constate donc l'absence de toute pression concurrentielle tarifaire sur les marchés de transit et surtout la persistance d'une situation de monopole que détient France Télécom pour les liaisons inter DOM aux Antilles. Dans de telles conditions, il n'existe aucune justification à alléger la régulation tarifaire des offres de transit fournies par France Télécom ce qui pourrait lui permettre d'augmenter ses tarifs de gros.

Le maintien d'une obligation d'orientation vers les coûts ainsi que d'une obligation de transparence apparaissent donc indispensables dans l'attente de l'émergence d'une réelle concurrence sur les marchés du transit *interterritoires*.